

# Migrants subsahariens: Asile

• En transit pour un monde meilleur, certains créent de l'inquiétude au sein de la population

• Mendicité, agressions, maladies... les villes souffrent d'un phénomène en croissance

• Sécurité et pression de l'UE: Une double dépendance pour l'Etat

**E**PINEUSE, complexe, et difficile... l'immigration des subsahariens en transit prend des proportions de plus en plus inquiétantes au Maroc. Suite à l'arrivée massive des immigrés clandestins dans les villes du Royaume, la mendicité, la prostitution, et les actes d'agression engendrés par ce phénomène... la population «autochtone» s'inquiète. Elle est même angoissée parfois par l'attitude de certains migrants insolents, agressifs et menaçants. En effet, le Maroc est le deuxième couloir d'immigration d'Afrique vers l'Europe, après les



Vue panoramique sur ce champ occupé en pleine ville à Fès par les subsahariens. Refoulés des villes frontalières et volontairement dirigés vers le centre, pour les rendre moins «visibles» et moins éligibles au départ vers l'Europe, ils y ont élu «domicile» avec les moyens du bord. Fès est aussi un hub pour les migrants qui s'y rendent par eux-mêmes, parce qu'il se raconte que c'est là-bas qu'on leur fournit des faux papiers...



Depuis quelques années, les migrants subsahariens vivent sous les tentes, dans des sites déserts où les conditions d'hygiène laissent à désirer. Ici, à proximité de la gare ferroviaire de Fès où un soi-disant «ghetto pour réfugiés» est dressé à l'entrée du garage de la Société nationale du transport. Il est devenu le quartier général des Subsahariens. Comme dans toutes les communautés et clans, c'est la bataille pour le pouvoir. Souvent, des rixes sont signalées, surtout pour élire de nouveaux chefs de gangs ou pour des raisons confessionnelles



côtes libyennes. Via ses frontières terrestres, les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, le pays est «privilegié» pour les rêveurs d'une vie «européenne». D'autant plus qu'il est à moins de 15 km des côtes ibériques et offre l'accueil et la régularisation, contrairement à des pays voisins où les migrants subsahariens sont «tabassés» par les policiers, comme le rapporte Jean-Claude, un ivoirien qui en a fait l'expérience. «Plusieurs de mes frères ont succombé en Algérie...

certains ont été même étranglés», raconte-t-il. Selon lui, les vies des migrants ne sont pas en danger au Maroc. En plus, avec sa politique migratoire, ses projets en Afrique, et ses accords avec l'Union européenne (UE), le Royaume offre un «toit» (ou plutôt une tente) à ses nouveaux résidents. En fait, depuis plus d'une décennie, les candidats au départ vers l'UE viennent s'entasser à Tanger. Ces dernières années, le nombre de ces «voyageurs» s'est accru. Dans les villes du

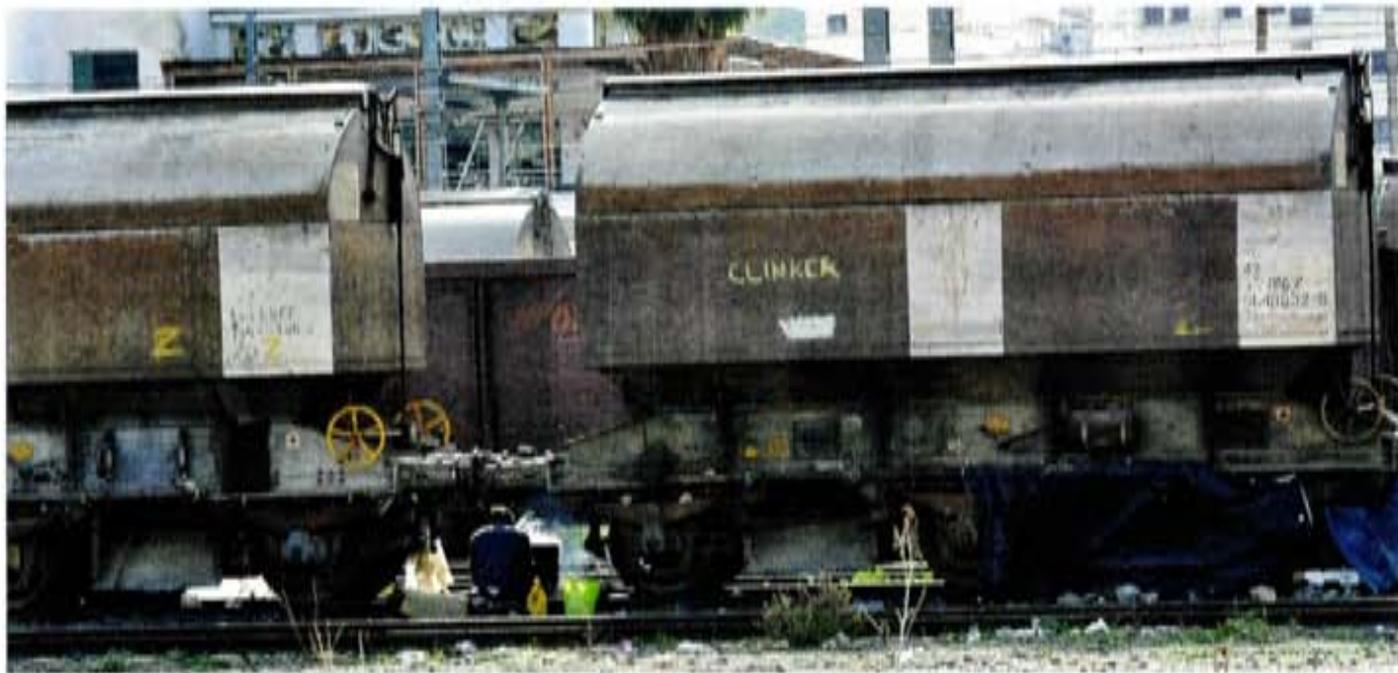
# «forcé» dans des enfers de plastique

(Ph. YSA)

nord, comme au centre, ils sont de plus en plus nombreux. Les estimations évoquent plus de 10.000 immigrants en provenance d'Afrique subsaharienne à Tanger, autant à Nador, Oujda et Taourirt, un peu moins à Casablanca, et la moitié à Fès.

Dans cette dernière, les autorités semblent être dépassées par le surpeuplement de ces migrants, à côté de la gare ferroviaire, et dans les ronds-points de la ville. Pourtant, c'est ici que l'une des premières opérations de régularisation de situation a été menée. On se rappelle qu'en juin 2014, quelque 26 personnes étrangères issues de pays arabes et africains avaient reçu leurs cartes de résidence dans le cadre de cette opération. Ils portaient différentes nationalités (Égyptiens, Palestiniens, Congolais, Sénégalais, Syriens, Saoudiens, Comoriens...) et avaient tous exprimé leur «attachement au Maroc et à notre roi». Cette carte de séjour leur offre, dans un premier temps, la possibilité de mener légalement leurs activités professionnelles et de bénéficier d'une meilleure intégration dans la société marocaine. Notons que l'opération exceptionnelle de régularisation des étrangers en situation illégale, lancée par le Maroc du 1er janvier au 31 décembre 2014, concernait les étrangers conjoints de ressortissants marocains justifiant d'au moins 2 ans de vie commune, les étrangers conjoints d'autres étrangers en résidence régulière au Maroc et justifiant d'au moins 4 ans de vie commune, et les enfants issus des deux cas susvisés. Les émigrés visés sont aussi les étrangers disposant de contrats de travail effectifs d'au moins 2 ans, les étrangers justifiant de 5 ans de résidence continue au Maroc, et les étrangers atteints de maladies graves et se trouvant sur le territoire national avant le 31 décembre 2013.

Deux ans après l'opération de régularisation, les services de la wilaya optent aujourd'hui pour la politique de l'autruche (comme pour plusieurs sujets). Lors de notre enquête, nous avons demandé les derniers chiffres auprès de la Division des affaires internes (DAI, ex-DAG), mais en vain. «Ce dossier met en évidence la double dépendance d'une gestion centrée sur le sécuritaire et influencée par les pressions extérieures, ainsi que par les fragiles compromis passés avec l'Union européenne et certains pays membres», commente un associatif. En tout cas, les migrants décrivent une situation périlleuse à cause du froid qui sévit ces derniers jours. «Nous avons besoin de couvertures, de la nourriture, et de l'eau», disent ceux vivant dans ce qui ressemble à un «ghetto» pour réfugiés. Situé à proximité de la gare, ce «campement» échappe à tout contrôle. Ici, la presse est déclarée comme «persona non grata». Pour y vivre, il faut être musclé, avoir des sous et de quoi se chauffer le soir (on brûle des pneus et du bois). L'essentiel



*Refuges insolites, les vieux wagons de l'ONCF c'est leur Far West à eux...Plusieurs subsahariens squattent ces locomotives quand ils arrivent à y pénétrer, ou vivent carrément sous les voitures de transport de marchandises. Sur les espaces avoisinants, ils étendent leur maigre linge de «maison» et surpris par l'objectif du journaliste, ils tendent des doigts accusateurs voire menaçants...*

est de résister pour subsister. Parmi ceux qui y vivent, Richard. Ce dernier en est à son troisième séjour à Fès. Il a déjà participé

à plusieurs tentatives d'assaut au Nord. Il en est revenu avec des côtes cassées et des blessures multiples. A Fès, il s'adonne à la

mendicité. «J'ai des enfants à nourrir, je dois leur envoyer de l'argent... il y a des passeurs pour ça, moyennant une commission», confie-t-il. Et de poursuivre : «je ne reviendrai jamais dans mon pays, quitte à mourir». Pour 2.000 euros (21.000 DH), il a déjà vu un cousin assurer sa traversée vers Séville (Espagne), où il travaille aujourd'hui et envoie de l'argent à sa famille. En attendant, il devra passer le cap de Tanger. Ici, l'on se rappelle du triste épisode des deux Ivoiriens qui ont péri, fin juin 2015, en marge d'opérations d'évacuations d'immeubles occupés illégalement. Un fait divers qui a entaché «l'hospitalité» marocaine. □

Youness SAAD ALAMI

## Mendicité, prostitution, et agressions

**B** IEN qu'ils soient très rares, les actes d'agression commis par les migrants subsahariens inquiètent la société civile. Ils ont suscité de vives réactions particulièrement à Casablanca, avec les jets de pierres dans un quartier de la capitale économique, puis à Fès suite à une bagarre rangée où les migrants ont fait usage d'armes blanches. Ce qui inquiète aussi, c'est la transmission de maladies. Surtout si l'on sait qu'une partie des migrantes s'adonnent à la prostitution. Une d'entre elles avait donné naissance, il y a quelques mois, à un bébé atteint du Sida. En outre, la nuit venue, nombre de subsahariens font un défilé impressionnant devant le jardin Rex à Fès. «Ils viennent chercher du plaisir auprès d'une prostituée, connue sous le nom de Ben Al Kafala... et lui donnent 5 à 10 DH la passe», racontent des témoins. □

Pour réagir à cet article :  
courrier@leconomiste.com